



La Suisse a besoin d'une cure de revitalisation

L'Union patronale suisse, l'Union suisse des arts et métiers et economiesuisse tirent toutes à la même corde. Les trois associations faïtières de l'économie suisse ont adopté un agenda de politique économique commun, qui identifie les réformes nécessaires en Suisse. Il s'agit maintenant de s'atteler au travail dans de nombreux domaines politiques, afin d'éviter d'être distancé dans un monde en évolution rapide.

À première vue, l'économie suisse est à nouveau en relativement bonne posture. La reprise actuelle ne doit cependant pas faire oublier que le cadre de la politique économique en place n'est pas à la hauteur pour affronter la période post-covid. Dans leur analyse, economiesuisse, l'Union patronale suisse et l'Union suisse des arts et métiers arrivent à la conclusion que la capacité d'adaptation de l'économie suisse est compromise. Le constat des trois organisations faïtières est clair: la Suisse doit se remettre en forme si elle entend pouvoir affronter les transformations fulgurantes d'une économie mondiale haute-ment technicisée.

Alors qu'un faux sentiment de sécurité s'installe, les organes directeurs des trois organisations faïtières ont adopté un agenda de politique économique commun fixant les priorités et les orientations pour les prochaines années. L'économie a ainsi créé les conditions d'une action commune et déterminée pour préserver la prospérité de la Suisse. Cette action commune s'accompagne d'un appel lancé aux milieux politiques pour qu'ils unissent leurs forces afin de surmonter le blocage de réformes.

L'Union patronale suisse estime qu'une réforme de taille s'impose dans la prévoyance vieillesse. Tous les efforts doivent maintenant se concentrer sur les deux grands chantiers que sont l'AVS et la LPP. Selon Valentin Vogt, président de l'Union patronale suisse: «Il n'y a pas de place pour un nouveau développement de l'État social, au-delà de l'assainissement des premier et deuxième piliers».

Aux yeux d'économiesuisse, la durabilité, comprise au sens large, est un jalon important de la politique économique future. Aussi Christoph Mäder, président d'économiesuisse, souhaite-t-il que «la politique ne se focalise pas unilatéralement sur la durabilité environnementale, mais tienne aussi toujours compte des conséquences économiques et sociales, et ce pour tous les projets politiques.»

«La réduction des coûts inutiles induits par la réglementation est au cœur des activités de l'Union suisse des arts et métiers usam et représente une préoccupation de l'économie dans son ensemble», a déclaré Fabio Regazzi, conseiller national du Centre et président de l'usam. Le Conseil fédéral soumettra prochainement deux projets en ce sens au Parlement. Lutter contre les coûts réglementaires inutiles est décisif sous l'angle des principes économiques. Conformément au principe de subsidiarité, l'État ne doit fixer des règles que dans les domaines qui nécessitent effectivement une coordination de l'ensemble de la société. «Pour les PME, une telle politique économique est un programme pour leur permettre de croître par elles-mêmes», conclut le président de l'usam.

Agenda de politique économique

Intervention Christoph Mäder

Intervention Valentin Vogt

Intervention Fabio Regazzi